

# L'UE s'inquiète de la montée des populistes

**Un an avant les élections, le gratin européen s'est donné rendez-vous à Florence. Le Belge Karl-Heinz Lambertz est monté au créneau contre les coupes sombres dans le budget des régions.**

**VINCENT GEORIS**  
À FLORENCE

La Salle des Cinq-Cents, décorée par des statues de Michel-Ange, était l'écrin choisi pour accueillir la huitième édition de l'État de l'Union. Logée au premier étage du Palazzo Vecchio, elle est la salle la plus prestigieuse d'Italie. Nul doute que les dieux sortis du marbre trouvèrent un certain divertissement à écouter les orateurs.

Montée de l'eurosepticisme, du populisme, départ du Royaume-Uni, incapacité à gérer la migration, impuissance face aux conflits au Moyen-Orient. L'Europe cherche à sortir de crises multiples par le haut. Au cœur du débat, la bataille sur le budget européen pour 2021-2027. Une enveloppe de 1.279,4 milliards d'euros proposée par la Commission Juncker, revue (très) légèrement à la hausse. Elle représente 1,11% du PIB des États de l'UE, contre 1% pour le précédent. Les États membres rechignent.

Le thème transversal des débats, la solidarité, illustre à lui seul le chemin restant à parcourir. «Je n'ai entendu personne ici s'opposer à la solidarité. Mais que recouvre ce principe vague?», a lancé en défi le Belge Renaud Dehousse, président du European University Institute de Florence et organisateur de la conférence.

## Montée du populisme

Le président du Parlement européen Antonio Tajani et celui de la Commission européenne Jean-Claude Juncker ont tiré à boulet rouge sur le populisme, de plus en plus en vogue dans toute l'Europe. Face à l'alliance europhobe en cours entre les populistes de la Ligue du Nord et du Mouvement 5 Étoiles pour diriger l'Italie, Antonio Tajani a lancé un avertissement. «Être un bon Italien,

c'est aussi être un bon citoyen européen, et cela doit être dit particulièrement à ce moment», a-t-il dit.

Jean-Claude Juncker a dénoncé l'absence de solidarité des États européens face à la crise migratoire qui «a donné aux populistes le matériel dont ils ont besoin». «L'Italie et la Grèce ont sauvé l'honneur de l'Europe et notre réaction fut trop tardive, a-t-il regretté, il y a des Européens à temps plein, et d'autres à temps partiel. Je voudrais que tous les pays européens soient des Européens à plein temps.»

La veille, le président italien Sergio Mattarella avait déjà lancé un avertissement. «Aucun défi dans l'Union européenne ne peut être remporté par un État à lui seul. Ce serait un mensonge à destination des opinions publiques.»

## L'épine budgétaire

Pour mener ses politiques ambitieuses après le Brexit, parachever l'Union économique et monétaire et lancer l'Europe de la défense, l'UE doit se doter d'un budget conséquent. Une épine dans le pied de la Commission Juncker, confrontée au repli nationaliste de nombreux pays et au départ du Royaume-Uni qui amputera de 10 milliards d'euros le budget.

Le président de la Commission a prôné l'adoption de sa proposition budget pluriannuel (MFF, en jargon

européen) avant les élections européennes de mai 2019. «La dernière fois, les textes n'étaient pas prêts» avant les élections, s'est-il plaint, ce qui a handicapé son travail. S'il n'y a pas de textes adoptés à temps, il y aura «500.000 jeunes de moins dans Erasmus et une perte de 7.000 emplois de chercheurs», a-t-il averti.

L'adoption du budget sera difficile. Plusieurs États – Hongrie et Pologne en tête – voient d'un mauvais œil la proposition de la Commission de lier les fonds de cohésion au respect de l'État de droit. Dans ces pays, la justice et les médias sont de plus en plus muselés. Et cela inquiète la Commission.

## Lambertz veut moins de coupes sombres

Le président du Comité des régions, le socialiste belge Karl-Heinz Lambertz, était venu défendre la position des 300 collectivités que son organisation représente. Pour lui, la proposition de la Commission manque d'ambition car elle ne permet pas de répondre aux disparités régionales. «Notre appréciation est nuancée. Nous nous réjouissons qu'il y ait un MFF, explique-t-il, mais le Comité des régions pense que l'Europe vaut plus que 1,11% du PIB national. Nous appuyons la demande du Parlement de 1,3%.»

L'ancien ministre-président de la Communauté germanophone s'oppose aux coupes sombres que la Commission prévoit dans le budget de la politique de cohésion, une réduction qu'il estime à un peu moins de 10% du budget. Le Comité des régions est prêt à peser de tout son poids dans la bagarre budgétaire.

L'Europe se dirige vers un débat difficile sur le budget, parallèlement au Brexit et à une crise sur le respect de l'État de droit dans des pays en proie à des autocrates et au populisme. «Ce sera difficile, mais c'est quand c'est difficile que cela demande de la créativité», conclut Karl-Heinz Lambertz. Entre les murs les plus décorés d'Italie, la chute vaut son pesant d'euros.

# 1,11%

**La proposition de budget de l'UE pour 2021-2027 représente 1,11% du PIB des États. Pour Karl-Heinz Lambertz, l'Europe peut mieux faire.**